

REPUBLIQUE FRANCAISE  
LIBERTE EGALITE FRATERNITE  
ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT

N°ST 2024\_126P

Le Maire de Saint-Marcellin,  
VU le Code de la Route,  
VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;  
VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,  
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6 ;  
VU le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1 ;  
VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;  
VU le Code de la Voirie Routière  
VU le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière  
VU le règlement de voirie communale approuvé le 17 janvier 2012, relatif à la conservation du Domaine Public ;  
VU l'état des lieux ;  
Considérant la nécessité pour la sécurité et la commodité des usagers de réglementer la circulation de la rue des Héliantes

**A R R E T E**

**Article 1 :** Les usagers de la rue des Héliantes doivent céder le passage aux usagers de la rue du Mollard. Cette obligation est matérialisée par un panneau AB4 (STOP) et une signalisation horizontale adéquate :

**Article 2 :** La rue des Héliantes est à sens unique de circulation entre l'impasse des Héli et la route de Chevière. Cette obligation est matérialisée par un panneau C12 (voie à sens unique) en début de voie et un panneau B1 (sens interdit) en fin de voie :

- Rue des Héliantes pour le tronçon à sens unique : sens impasse des Héli – route de Chevières

**Article 3 :** Le non-respect de cette réglementation est passible d'une contravention de seconde classe.

**Article 4 :** La signalisation conforme aux prescriptions du présent arrêté est mise en place et maintenue en l'état par les services techniques de la commune.

**Article 5 :** Le présent arrêté est publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 6 :** Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble – 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin  
Le 19 avril 2024

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN**

